

## PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

Au premier trimestre 2026, l'environnement humanitaire et de protection est demeuré fortement détérioré dans la quasi-totalité des territoires de la province du Nord-Kivu. La période a été marquée par des affrontements entre groupes armés, ainsi que par des représailles visant des civils accusés de collusion avec des factions rivales. Ces incursions ont entraîné de graves violations, notamment des meurtres, des enlèvements, des actes d'extorsion et des pillages.

### Territoire de Nyiragongo et ville de Goma :

- À Goma et dans le territoire de Nyiragongo, le contexte sécuritaire reste marqué par une criminalité urbaine impliquant des acteurs armés, exposant les civils à des risques de protection accrus.
- Autour du Parc national des Virunga, les incursions de groupes armés se poursuivent dans les villages riverains, exposant les civils à des violences et pillages.

### Territoire de Masisi :

- Dans le territoire de Masisi et ses environs, les affrontements entre groupes armés, incluant l'usage de drones dans des zones densément peuplées, se sont intensifiés, entraînant de graves violations contre les civils ainsi que des déplacements massifs.
- Intensification des actes de représailles contre des civils, y compris le personnel de santé, soupçonnés de collaborer avec des groupes armés rivaux.
- L'intensification des incursions armées et des embuscades, notamment sur l'axe Masisi-Nyabiondo, expose les civils à des exactions récurrentes.

### Territoire de Rutshuru :

- Poursuite des affrontements entre des groupes armés entraînant de graves violations contre les civils, notamment dans les groupements de Mutanda, Kihondo et Bambo.
- Les embuscades et pillages contre les usagers civils se multiplient sur plusieurs axes de la province, alimentant l'insécurité persistante.
- Les incursions armées et la présence de restes explosifs de guerre continuent d'exposer les civils, notamment les enfants, à des risques élevés d'accident, accentuant la vulnérabilité des communautés notamment riveraines du Parc national des Virunga.

### Territoire de Lubero :

- Plusieurs attaques attribuées à un groupe armé continuent d'exposer les civils à de graves violations, notamment dans le groupement Bapakombe et la localité de Mambimbi-Isingo. Ces affrontements auraient provoqué de nouveaux déplacements forcés vers des zones à accès limité aux services sociaux de base.

### Territoire de Walikale :

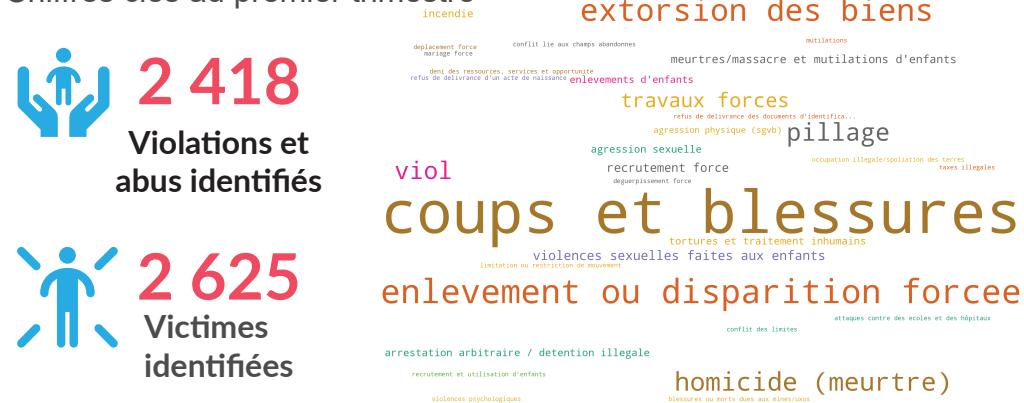
- Dans les plusieurs groupements de la province, les affrontements entre un groupe armé et une coalition de forces armées, continuent d'avoir de graves conséquences sur les civils, dans un contexte d'intensification autour de la zone de Pinga.
- Ces combats s'accompagnent de bombardements, exposant les civils à des risques élevés de dommages collatéraux et à une forte psychose liée à la répétition des frappes en zones habitées.
- Par ailleurs, les accusations de collaboration avec des groupes armés rivaux continuent de servir, aggravant la dégradation de la situation de protection.

### Territoire de Beni :

- Dans le territoire de Beni, la reprise des attaques et embuscades sur l'axe Oicha-Mamove par un groupe armé a causé de graves violations contre des civils, entraînant des déplacements massifs de populations.
- La ville de Beni et Oicha continuent de faire face à une criminalité armée persistante, avec des incidents ayant causé de graves violations, illustrant d'une dégradation continue de la sécurité.

## PRINCIPALES TENDANCES

### Chiffres clés au premier trimestre



- Localités affectées** : les activités de monitoring ont connu une progression effective à partir du mois de février, passant de **22** localités couvertes en février à **29** en mars. Le territoire de Masisi demeure le plus affecté, avec **45 %** des violations identifiées, suivi de Rutshuru (23 %) et de Nyiragongo (12 %).

Globalement, la couverture du premier trimestre de 2026 apparaît nettement supérieure à la moyenne observée en 2025. En raison des capacités limitées des acteurs présents dans la zone, le territoire de Butembo est resté non couvert par le monitoring commun au cours du premier trimestre.

- Incidents majeurs** : au premier trimestre 2026, **2 418** allégations de violations et abus ont été identifiées. Les principales violations recensées sont les coups et blessures (19,5%), suivis des enlèvements ou disparitions forcées (18,2%), les extorsions de biens (15,6%) et les homicides (10,2%).
- Violences sexuelles basées sur le genre (VBG)** : **265** allégations de violences basées sur le genre (VBG) ont été recensées. Parmi ces cas de VBG, **219** sont des cas de viol, représentant près de **83%** de ces allégations, suivi des agressions sexuelles (10%).
- Atteintes aux droits à la vie** : **148** cas d'homicides (meurtres) ont été recensés, représentant **33%** des violations du droit à la vie et à l'intégrité physique, dont 77% sont des hommes, 20% de femmes et 3% d'enfants.
- Population affectée** : les populations retournées demeurent les principales victimes, et représentant **72%** des populations affectées, avec **1 614** allégations de violations individuelles et communautaires contre celles-ci.



Accéder à la cartographie des acteurs de monitoring en cliquant sur l'image suivante:

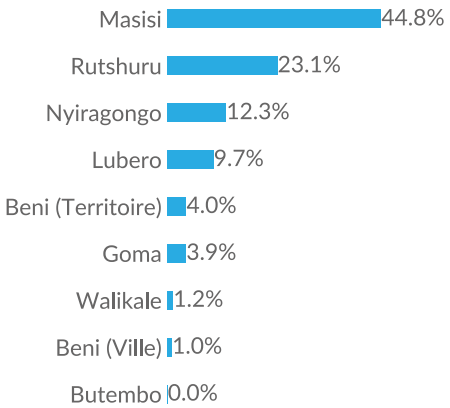


## TENDANCES MENSUELLES

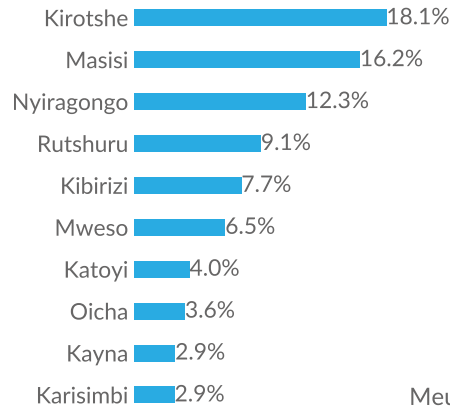


## CATÉGORIES DE VIOLATIONS IDENTIFIÉES

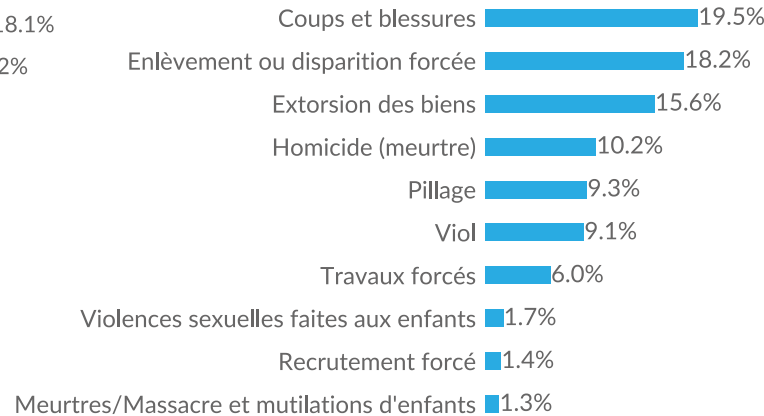
### VIOLATIONS PAR TERRITOIRES & VILLES



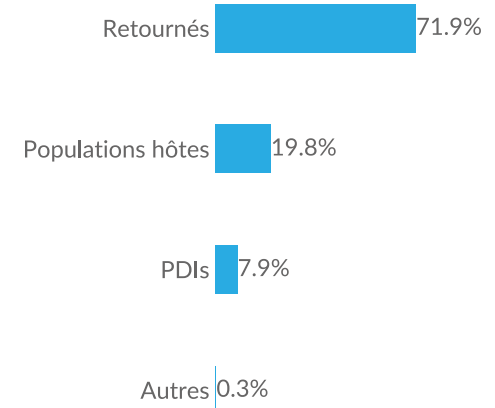
### TOP 10 DES ZONES DE SANTÉ PAR VIOLATIONS



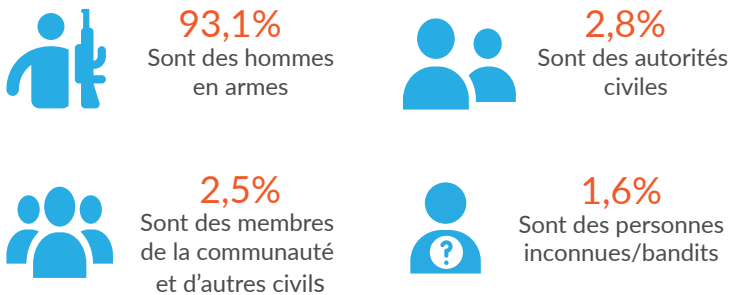
### TOP 10 DES VIOLATIONS IDENTIFIÉES



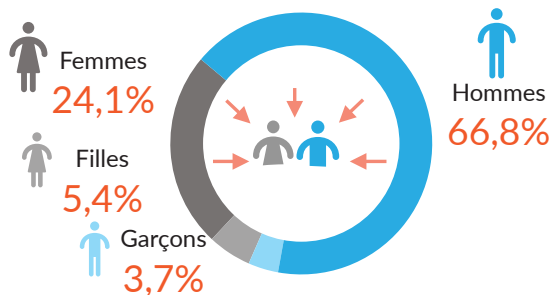
### STATUT DES VICTIMES



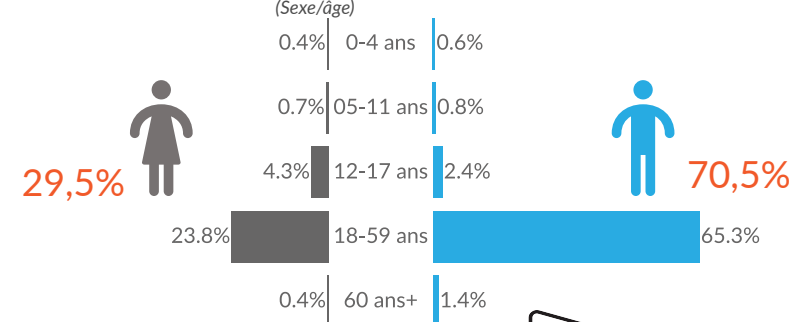
### PROFIL DES AUTEURS PRÉSUMÉS



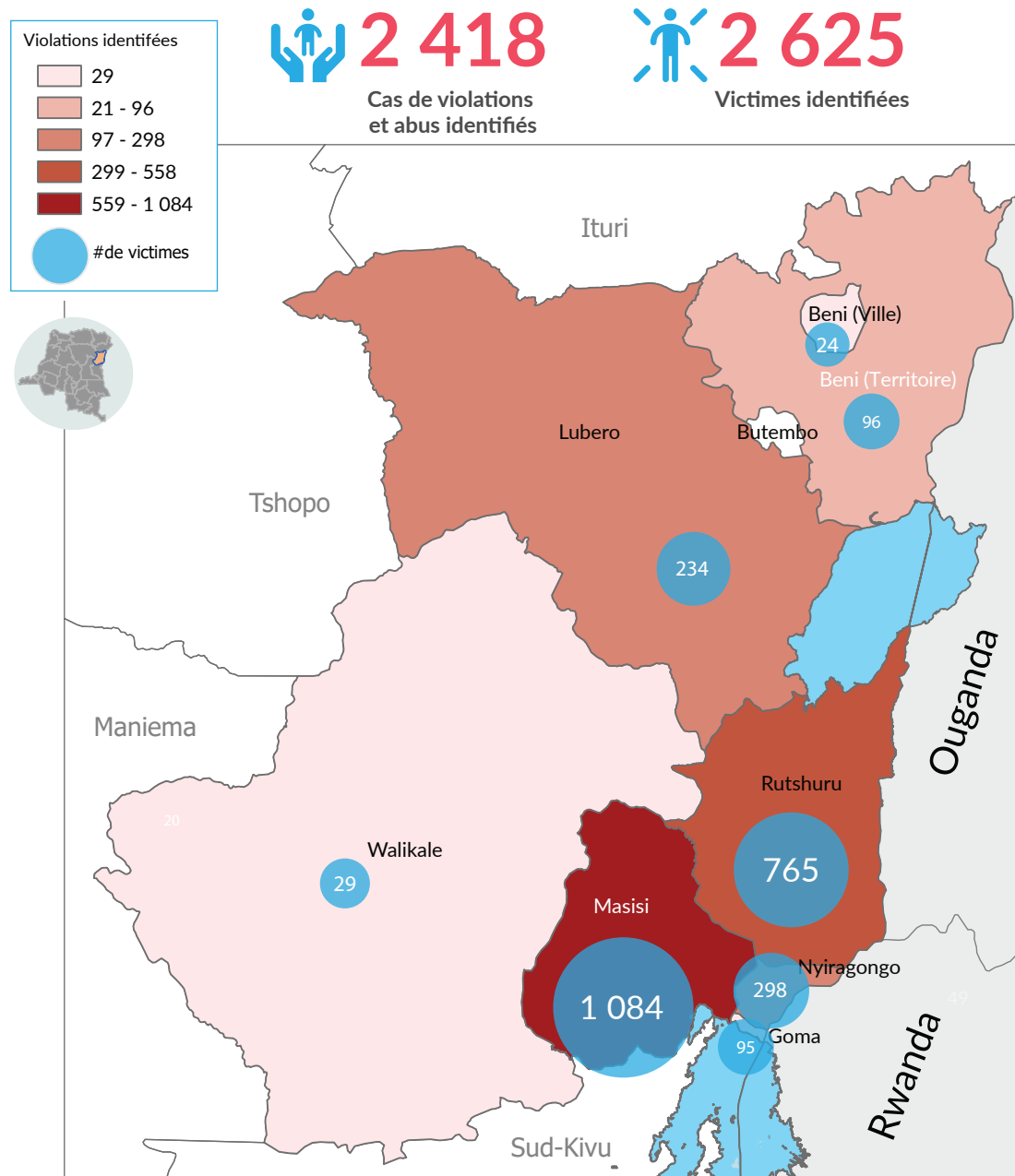
### VICTIMES PAR GENRE



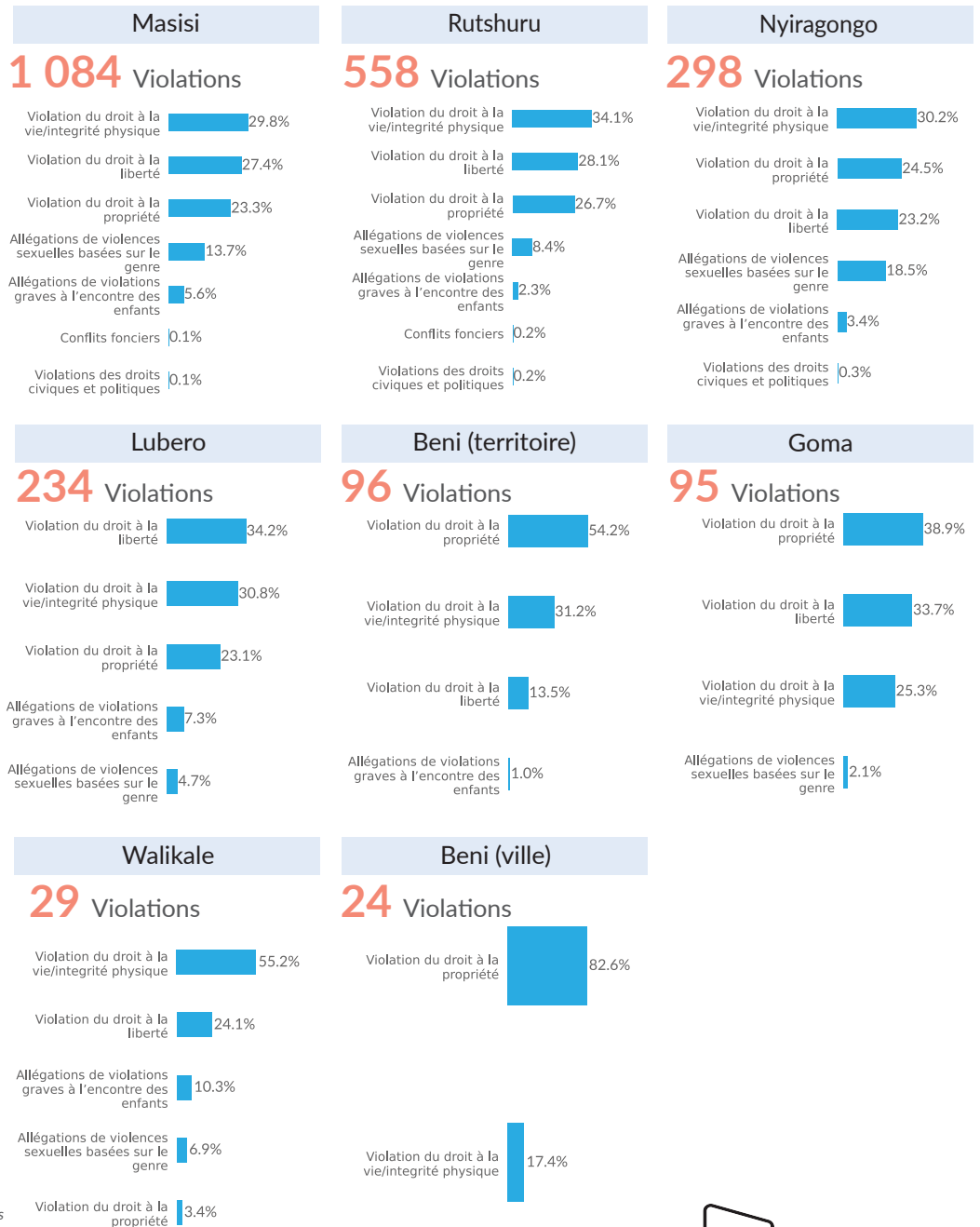
### PROFIL DES VICTIMES (Sexe/âge)



### SÉVÉRITÉ DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES



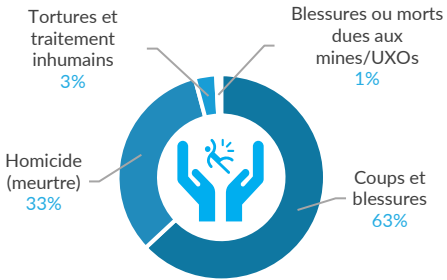
### TENDANCE DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES



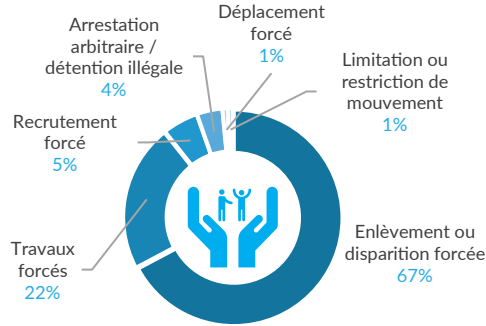
Les frontières, les noms indiqués et les désignations employés sur la carte n'impliquent pas une reconnaissance ou une acceptation officielle de l'Organisation des Nations Unies

### ANALYSE PAR CATÉGORIE DE VIOLATION

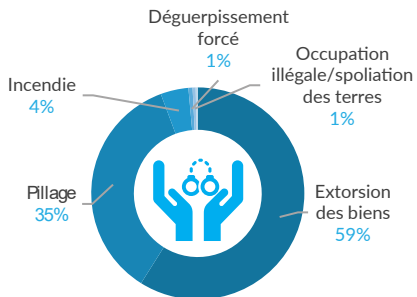
**749** Violations du droit à la vie et à l'intégrité physique  
(31,0%)



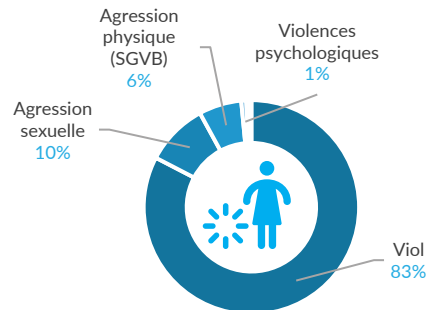
**656** Violations du droit à la liberté  
(27,1%)



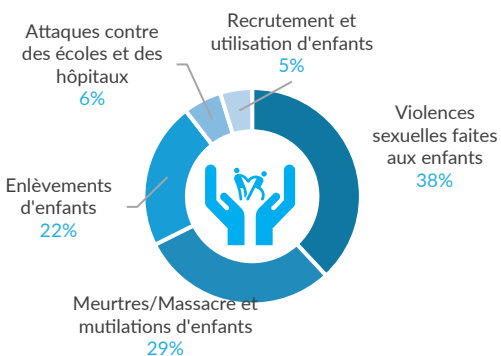
**638** Violations du droit à la propriété  
(26,4%)



**265** Allégations de violences sexuelles basées sur le genre  
(11,0%)



**105** Allégations de violations graves à l'encontre des enfants (Resolution 1612)  
(4,3%)



**05** Conflits fonciers  
(0,2%)



### ANALYSE DES TENDANCES ET RISQUES DE PROTECTION

Au premier trimestre 2026, la situation sécuritaire dans la province du Nord-Kivu est demeurée instable, marquée par la persistance d'affrontements entre groupes armés et forces étatiques, ainsi que par une multiplicité de risques connexes affectant durablement les civils.

L'insécurité reste structurelle, avec des cas récurrents de représailles, extorsions, intimidations, restrictions de mouvement et conflits fonciers. L'environnement de protection dans ces circonstances, reste fortement dégradé, y compris dans des zones qui ne sont pas directement touchées par les combats.

L'intensification des violences armées génère d'importantes conséquences humanitaires, notamment des déplacements massifs et soudains, une vulnérabilité accrue des ménages, ainsi qu'une réduction de l'accès aux services essentiels en raison du dysfonctionnement des structures sociales et des contraintes opérationnelles des acteurs humanitaires.

#### Violences sexuelles basées sur le genre



La recrudescence des violences armées continue de compromettre la sécurité et le bien-être des femmes et des filles dans le Nord-Kivu. L'insécurité persistante, couplée à des conditions de vie précaires, notamment la promiscuité dans les lieux d'habitation, accentue les risques de violences basées sur le genre (VBG). Au premier trimestre de 2026, les allégations de viol représentaient 83 % des incidents de VBG signalés, illustrant l'ampleur de la situation. Il est donc crucial que les interventions dans la province intègrent systématiquement les dimensions de genre et la protection contre les

#### Protection de l'Enfant



Les enfants sont exposés aux combats et aux représailles des groupes armés. Ils subissent des violences physiques, des enlèvements, des pillages et des incendies de maisons. Les filles sont particulièrement vulnérables aux violences sexuelles et à l'exploitation. Les déplacements massifs et répétés des populations limitent leur accès à l'éducation, aux soins de santé et à la nutrition. Cette situation met en évidence l'urgence de renforcer la protection des enfants et d'adapter l'assistance humanitaire à leurs besoins spécifiques.

#### Lutte Anti-Mines



Les affrontements armés récurrents impliquent un usage intensif d'armes lourdes, de projectiles et d'engins explosifs. La lutte anti-mines dans la province constitue une priorité de protection essentielle, combinant déminage, sensibilisation communautaire et accès humanitaire sécurisé. Sans une réponse renforcée, la contamination par les REG (*Restes Explosifs de Guerre*) et EEI (*Engins Explosifs Improvisés*) continuera d'aggraver la vulnérabilité des civils et de freiner les efforts de stabilisation et de relèvement, notamment agricoles.

#### Logement, Terres & Propriétés



Les violations du droit à la propriété, représentant plus de 26 % des incidents signalés au premier trimestre, constituent un facteur majeur de risques liés à la terre et à la propriété (LTP) au Nord-Kivu. Ces violations, telles que la destruction de biens, les pillages et extorsions, demeurent fréquentes dans les zones de retour. La faiblesse des mécanismes traditionnels de règlement des différends accentue les risques de conflits fonciers, ce qui pourrait contribuer à fragiliser la cohésion sociale et, partant, générer des tensions communautaires.